



**Avis n° 2025-08**

**Séance du 11 juin 2025**

**Chambre plénière**

## **AVIS**

Article L. 1612-14, 1<sup>er</sup> alinéa du code général des collectivités territoriales

Déficit du compte administratif 2024

### **COMMUNE DE SAINT-HILAIRE DE CHALÉONS**

Département de Loire-Atlantique

#### **LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES PAYS DE LA LOIRE,**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1612-14 et L. 1612-19 ;

Vu le code des juridictions financières, notamment ses articles L. 211-11 et L. 232-1 ;

Vu les lois et règlements relatifs aux budgets des communes ;

Vu l'arrêté du président de la chambre régionale des comptes Pays de la Loire fixant la composition des sections et les formations de délibéré de la chambre ;

Vu la lettre du 7 mai 2025, enregistrée au greffe de la chambre le 12 mai 2025, par laquelle le préfet de Loire-Atlantique a saisi la chambre sur le fondement de l'article L. 1612-14 du code général des collectivités territoriales au motif d'un déficit excessif de l'exercice 2024 de la commune de Saint-Hilaire de Chaléons ;

Vu la délibération du 31 mars 2025 par laquelle le conseil municipal de la commune a adopté le compte administratif de la commune pour 2024 ;

Vu l'envoi complémentaire du 14 mai 2025 par lequel la préfecture de Loire-Atlantique a transmis le compte administratif 2024 de la commune de Saint-Hilaire de Chaléons ;

Vu la décision n° 2025-022 du 12 mai 2025 par laquelle le président de la chambre a confié à M. Régis Roget, premier conseiller, le contrôle budgétaire de la commune de Saint-Hilaire de Chaléons ;

Vu la lettre du 15 mai 2025 par laquelle le président de la chambre régionale des comptes a invité le maire de la commune de Saint-Hilaire de Chaléons à présenter ses observations dans les meilleurs délais ;

Vu le courriel de réponse de madame la maire en date du 19 mai 2025 et les réunions en date des 22 et 27 mai ainsi que du 4 juin ;

Vu les échanges avec les services de la préfecture en date du 14 mai 2025 ;

Vu les échanges avec le Service de gestion comptable (SGC) (conseiller aux décideurs locaux et comptable) de Pornic e 26 mai ;

Vu l'ensemble des pièces au dossier ;

Sur le rapport de M. Régis Roget, premier conseiller ;

Vu les conclusions du ministère public ;

Après avoir entendu le rapporteur, ainsi que M. Philippe Pont, représentant du ministère public, en ses observations ;

## **ÉMET L'AVIS SUIVANT,**

### **1. SUR LA RECEVABILITE DE LA SAISINE**

Le préfet de Loire-Atlantique a saisi la chambre régionale des comptes en application de l'article L. 1612-14 du code général des collectivités territoriales, qui dispose : « *Lorsque l'arrêté des comptes des collectivités locales fait apparaître dans l'exécution du budget, après vérification de la sincérité des inscriptions de recettes et de dépenses, un déficit égal ou supérieur à 10 % des recettes de la section de fonctionnement s'il s'agit d'une commune de moins de 20 000 habitants et à 5 % dans les autres cas, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'État, propose à la collectivité territoriale les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire, dans le délai d'un mois à compter de cette saisine* ».

La saisine porte sur un déficit présumé du compte administratif 2024 de la commune de Saint-Hilaire de Chaléons, qui comprend un budget principal et un budget annexe « commerces » ; tous budgets confondus, le déficit est supérieur au seuil de 10 % requis en l'espèce, s'agissant d'une commune de 2 423 habitants, pour la mise en œuvre de l'article L. 1612-14 du CGCT.

Le préfet territorialement compétent est, par détermination de la loi, habilité à saisir la chambre régionale des comptes en application de l'article L. 1614-14 précité. Le signataire de la saisine étant la secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique, disposant à cet effet d'une délégation de signature en date du 24 février 2025, la saisine émane donc d'une autorité compétente. Aucun délai n'est imposé au préfet pour saisir la chambre régionale des comptes dans le cadre de la procédure prévue à l'article L. 1612-14 précité.

L'article R. 1612-27 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que : « *Lorsque le représentant de l'Etat saisit la chambre régionale des comptes, conformément à l'article L. 1612-14, il joint à sa saisine, outre le compte administratif et le compte de gestion, l'ensemble des documents budgétaires se rapportant à l'exercice intéressé et à l'exercice suivant* ».

La saisine du préfet de Loire-Atlantique était appuyée des comptes administratifs 2024 ; des budgets primitifs 2025, des délibérations approuvant ces documents et de la délibération d'affectation du résultat 2024. N'étaient pas joints les comptes de gestion 2024 ; ces pièces ont été enregistrées au greffe de la chambre le 14 mai 2025. C'est à cette date que la saisine peut être déclarée complète.

Le délai dont dispose la chambre pour rendre son avis court ainsi jusqu'au 14 juin 2025.

### **2. SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2024**

#### **2.1. Sur l'origine du déficit du compte administratif 2024**

Depuis 2019, la commune a connu une augmentation de ses charges de gestion (+ 47 %) nettement plus importante que celle de ses produits de gestion (9,7 %), conduisant à un « effet ciseaux » entre charges et produits et à une capacité d'autofinancement (CAF) quasiment nulle en 2024, ne couvrant pas les annuités d'emprunt en capital (capacité nette négative). La CAF brute, tous budgets confondus, diminue de 89% sur la période 2019-2024 et s'établit à 47 793 € en 2024 alors que l'endettement de la commune a progressé sur la période de 202 089 €. En conséquence, la capacité de désendettement se dégrade fortement en 2024 (plus de 44 années) contre 7,23 années en 2023.

La commune n'a pas fait part de création de nouveaux services justifiant de telles augmentations de charges, mais a évoqué, s'agissant des dépenses de personnel (+ 53 % entre 2019 et 2024), l'évolution du régime indemnitaire, la création de postes en renfort au service administratif, et au service espaces verts pour remplacer des absences maladie, la création d'un poste à la bibliothèque, à l'accueil de la poste et à l'encadrement du ménage, d'un ATSEM ainsi que le renforcement des taux d'encadrement des enfants sur le temps méridien pendant la période COVID, maintenue par la suite.

Le budget primitif 2024 a été voté quelques jours avant la publication des montants de dotation allouées à la commune et n'a donc pas pris en compte leur diminution, de quelque de 0,2 M€. Aucune décision modificative n'a pour autant été prise ensuite, qui aurait permis de tenir compte de cette diminution des recettes et de réduire les dépenses en conséquence. A l'inverse, les dépenses ont excédé les crédits initialement votés (dépenses de personnel, charges générales), nécessitant une décision modificative en toute fin d'année<sup>1</sup> ouvrant de nouveaux crédits à hauteur de 107 000 € en fonctionnement et 5 000 € en investissement, compensés par l'inscription de recettes nouvelles, en grande partie non réalisées. Au final, l'écart entre les prévisions de recettes et les réalisations est de - 0,3 M€ en fonctionnement, alors que les crédits en dépenses ont été utilisés à 99 % ; cette situation a généré un déficit, et donc l'impossibilité de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement. La commune a en outre pris des engagements au-delà des crédits votés pour les travaux de rénovation de l'église et d'effacement de réseaux pour un montant de 0,1 M€.

Enfin, la commune n'a pas élaboré de prospective budgétaire ni de programme pluriannuel d'investissement pour s'assurer du financement de ses importants projets d'investissement<sup>2</sup>. La commune s'est donc elle-même mise dans cette situation de déficit important, dont le redressement est l'objet du présent avis.

## **2.2. Sur le déficit apparent du compte administratif voté**

Le conseil municipal, lors de sa séance du 31 mars 2025, a arrêté le compte administratif de 2024 avec un résultat global de clôture apparent de – 250 450,98 €, déterminé comme il suit :

- budget principal, résultat : – 288 710,80 € ;
- budget annexe assainissement, résultat : + 38 259,82 €.

(20) Les recettes de fonctionnement (réelles et d'ordre) de la commune s'élèvent à 2 045 788,94 € pour l'ensemble des deux budgets. Le déficit apparent pour l'ensemble des budgets de la commune représente 250 450,98 € soit 12,24 % des recettes globales de fonctionnement de la collectivité présentées au compte administratif 2024.

## **2.3. Sur la concordance entre compte de gestion et compte administratif**

La concordance du compte administratif et du compte de gestion a été vérifiée par la chambre.

Il n'existe pas d'écart entre le compte administratif et le compte de gestion de la collectivité pour l'exercice 2024.

## **2.4. Sur le déficit réel du compte administratif 2024**

### **2.4.1. Sur la vérification de la sincérité des rattachements et des dépenses obligatoires**

Les communes de moins de 3 500 habitants n'ont pas l'obligation de rattacher les charges et les produits. La commune de Saint-Hilaire de Chaléons n'y procède pas. Aucune dépense obligatoire non inscrite n'a été observée.

---

<sup>1</sup> 9 décembre 2024

<sup>2</sup> Pour le mandat : aménagement du bourg (1 M€), travaux de voirie (0,4 M€) et rénovation de l'église (1,2 M€)

#### **2.4.2. Sur la sincérité des restes à réaliser (RAR)**

Aux termes de l'article L. 1612-14 du CGCT, il y a lieu de vérifier la sincérité des inscriptions de recettes et de dépenses avant de déterminer le niveau du déficit d'exécution ; cette vérification porte en particulier sur le rattachement de charges et de produits et sur le niveau des restes à réaliser en recettes et en dépenses, conduisant le cas échéant à corriger le montant du résultat.

Il résulte des dispositions de l'article L. 1612-12 du CGCT, que le compte administratif doit faire apparaître l'ensemble des opérations comptables afférentes au budget communal de l'exercice au titre duquel il est établi, en incluant les restes à réaliser.

Les restes à réaliser correspondent, selon la définition de l'article R. 2311-11 du CGCT :

- en dépenses d'investissement, à l'ensemble des dépenses engagées et non mandatées au 31 décembre de l'exercice, et, en dépenses de fonctionnement, à l'ensemble des dépenses engagées non mandatées pour lesquelles le service n'a pas été réalisé au 31 décembre de l'exercice ;
- en recettes, à celles juridiquement certaines qui n'ont pas donné lieu à l'émission d'un titre de recettes avant le 31 décembre de l'exercice.

La chambre observe que la commune ne respecte pas son obligation de tenir une comptabilité d'engagement, posée par l'article L 2342- 2 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Aussi la chambre retiendra-t-elle, comme engagements comptables, les engagements juridiques pris par la collectivité.

Le compte administratif du budget principal, voté le 31 mars 2025, fait état de restes à réaliser en dépenses d'un montant de 408 262,68 € et en recettes de 110 600 €. Toutefois les éléments transmis par la commune ont permis d'identifier, concernant le budget principal, en dépense d'investissement, des restes à réaliser non-inscrits à hauteur de 101 180,51 € (48 134,81 € à l'opération 073 et 53 045,70 à l'opération 151), notamment car les engagements excédaient les crédits disponibles sur l'opération de rénovation de l'église et celle d'aménagement du bourg. Après correction des restes à réaliser, leur montant total s'élève pour le budget principal à 110 600 € en recettes et à 509 443,19 €.

Le budget annexe « commerces » ne comprend pas de restes à réaliser et n'appelle pas d'observations.

#### **2.5. Sur la fixation du montant du déficit réel**

La correction apportée par la chambre au budget principal modifie les résultats du compte administratif du budget principal de la commune comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

**Tableau n° 1 : Compte administratif de 2024 corrigé (en euros) - budget principal**

|                                   | Réalisé           | Restes à réaliser | Total              | Corrections CRC | Total              |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|-----------------|--------------------|
| <b>Section de fonctionnement</b>  |                   |                   |                    |                 |                    |
| Recettes                          | 1 990 486,17      |                   | 1 990 486,17       |                 | 1 990 486,17       |
| Dépenses                          | 2 025 829,10      |                   | 2 025 829,10       |                 | 2 025 829,10       |
| Résultat de l'exercice            | -35 342,93        |                   | -35 342,93         |                 | -35 342,93         |
| résultat n-1                      | 0                 |                   |                    |                 |                    |
| <b>Résultat cumulé</b>            | <b>-35 342,93</b> |                   | <b>-35 342,93</b>  |                 | <b>-35 342,93</b>  |
| <b>Section d'investissement</b>   |                   |                   |                    |                 |                    |
| Recettes                          | 873 661,88        | 110 600,00        | 984 261,88         |                 | 984 261,88         |
| Dépenses                          | 667 247,67        | 408 262,68        | 1 075 510,35       | 101 180,51      | 1 176 690,86       |
| Résultat de l'exercice            | 206 414,21        | -297 662,68       | -91 248,47         | -101 180,51     | -192 428,98        |
| résultat n-1                      | -162 119,40       |                   | -162 119,40        |                 | -162 119,40        |
| <b>Résultat cumulé</b>            | <b>44 294,81</b>  |                   | <b>-253 367,87</b> |                 | <b>-354 548,38</b> |
| <b>Résultat global de clôture</b> | <b>8 951,88</b>   |                   | <b>-288 710,80</b> |                 | <b>-389 891,31</b> |

Source : Compte administratif 2024 de la commune et chambre régionale des comptes

Après vérification de la sincérité des inscriptions des recettes et des dépenses, notamment des restes à réaliser, l'arrêté des comptes de la commune présente un déficit de 351 631,49 €, représentant 17,19 % des recettes de fonctionnement.

**Tableau n° 2 : Niveau du déficit par rapport aux recettes de fonctionnement**

| Exercice | Recettes de fonctionnement | déficit       | Déficit/recettes de fonctionnement |
|----------|----------------------------|---------------|------------------------------------|
| 2024     | 2 045 788,94 €             | -351 631,49 € | -17,19%                            |

Source: chambre régionale des comptes

La chambre constate ainsi que le compte administratif consolidé et corrigé de la commune est en déficit, représentant 17,19 % des recettes de fonctionnement.

Il lui appartient dès lors d'examiner si ce déficit a bien été repris au budget 2025, et de vérifier si le budget voté a été présenté en équilibre réel ou, dans le cas contraire, de proposer des mesures de redressement.

### 3. SUR LA RÉSORPTION DU DÉFICIT 2023 AU BUDGET PRIMITIF 2024

Aux termes de l'article L. 1612-4 du code général des collectivités territoriales : « *Le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice* ».

### 3.1. Sur l'équilibre réel du budget primitif principal 2025

Le déficit apparent du compte administratif 2024 a bien été repris au budget primitif.

Le budget 2025 a été voté en équilibre apparent par section.

Afin d'assurer la sincérité des dépenses et des recettes, plusieurs ajustements sont cependant nécessaires :

- en dépenses d'investissement :
  - o prévoir les crédits suffisants au paiement de la totalité du marché de travaux de rénovation de l'église, en tenant compte des restes à réaliser non reportés, de l'avenant n°1 signé le 7 février 2025 et de l'affermissement de l'ensemble des tranches par décision de la maire en date du 29 avril 2025 soit 1 141 873 € (1 219 701,44 € avec la maîtrise d'œuvre) au lieu de 744 576,20 € inscrits (hors maîtrise d'œuvre). Compte tenu des 62 392,97 € déjà payés sur les exercices antérieurs, les crédits portés en 2025 doivent correspondre à 1 157 308,97 € (dont 429 877,04 € de restes à réaliser et 730 566,96 € de crédits nouveaux).
  - o prévoir des crédits pour tenir compte des restes à réaliser non repris à hauteur de 3 894 € pour le paiement des études de contrôle technique et de sécurité et protection de la santé relatives à la rénovation de l'église.
- en recettes d'investissement, il est nécessaire d'ajuster à la baisse les crédits relatifs aux subventions, les recettes suivantes ayant un caractère incertain (absence de réponse, voire absence de dossier déposé) à hauteur de 280 901,11 €
- en dépenses de fonctionnement : prévoir un complément de 1 005 € au 65748 pour le financement de l'école privée ainsi que le reversement (en atténuation de produit) de 7332,14 € correspondant à l'indemnisation d'assurance perçue à tort sur le budget principal alors qu'il concerne le budget annexe
- en recettes de fonctionnement, réduire les crédits en recette suivants qui ont été surestimés : les recettes du compte 6419 à hauteur de 10 000 €, les dotations à hauteur de 88 547 € et le fonds départemental de péréquation des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement et de publicité foncière à hauteur de 14 302 € et d'ajuster à la hausse le montant à percevoir au titre de la fiscalité (+ 1 444 € ) et de l'attribution de compensation (+ 3 089 €).

Tableau n° 3 : Budget principal 2025 après rétablissement de la sincérité des dépenses et des recettes

| Chap.  | Intitulé  | BP 2025 y compris RAR | Correction         | BP 2025 rectifié    |
|--|---|-----------------------|--------------------|---------------------|
| 11   | Charges à caractère général                     | 682 700,00            |                    | 682 700,00          |
| 12   | Charges de personnel et frais assimilés         | 953 200,00            |                    | 953 200,00          |
| 14   | Atténuation de produits                         | 0                     | 7 332,14           | 7 332,14            |
| 65   | Autres charges de gestion courante              | 216 660,00            | 1 005,00           | 217 665,00          |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>        |   | <b>1 852 560,00</b>   | <b>8 337,14</b>    | <b>1 860 897,14</b> |
| 66   | Charges financières                             | 50 000,00             |                    | 50 000,00           |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>  |   | <b>1 902 560,00</b>   | <b>8 337,14</b>    | <b>1 910 897,14</b> |
| 23   | Virement à la section d'investissement          | 157 496,49            | -105 666,37        | 51 830,12           |
| 42   | <b>Opérations de transfert entre sections</b>   | <b>49 867,81</b>      |                    | <b>49 867,81</b>    |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>  |   | <b>207 364,30</b>     | <b>-105 666,37</b> | <b>101 697,93</b>   |
| D 002  | Résultat reporté                                | 35 342,93             |                    | 35 342,93           |
| <b>Total des dépenses de fonctionnement cumulées</b> |   | <b>2 145 267,23</b>   | <b>-97 329,23</b>  | <b>2 047 938,00</b> |
| 13   | Atténuations de charges                         | 60 000,00             | -10 000,00         | 50 000,00           |
| 70   | Produits des services, du domaine et ventes     | 184 200,00            | 9 751,00           | 193 951,00          |
| 73   | Impôts et taxes (sauf 731)                      | 88 110,00             | 4 533,00           | 92 643,00           |
| 731  | Fiscalité locale                                | 882 815,00            |                    | 882 815,00          |
| 74   | Dotations et participations                     | 836 442,23            | -101 613,23        | 734 829,00          |
| 75   | Autres produits de gestion courante             | 87 900,00             |                    | 87 900,00           |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>        |   | <b>2 139 467,23</b>   | <b>-97 329,23</b>  | <b>2 042 138,00</b> |
| 76   | Produits financiers                             | 800,00                |                    | 800,00              |
| 77   | Produits spécifiques                            | 5 000,00              |                    | 5 000,00            |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>  |   | <b>2 145 267,23</b>   | <b>-97 329,23</b>  | <b>2 047 938,00</b> |
| <b>Total des recettes de fonctionnement cumulées</b> |   | <b>2 145 267,23</b>   | <b>- 97 329,23</b> | <b>2 047 938,00</b> |
| 20   | Immobilisations incorporelles                   | 28 335,77             | 3 894,00           | 32 229,77           |
| 204  | Subventions d'équipement versées                | 17 119,00             |                    | 17 119,00           |
| 21-23  | Immobilisations corporelles et en cours         | 1 091 957,56          | 440 577,73         | 1 532 535,29        |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>               |   | <b>1 137 412,33</b>   | <b>444 471,73</b>  | <b>1 581 884,06</b> |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées                   | 224 775,99            |                    | 224 775,99          |
| <b>Total des dépenses financières</b>                |   | <b>224 775,99</b>     | <b>0,00</b>        | <b>224 775,99</b>   |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>   |   | <b>1 362 188,32</b>   | <b>444 471,73</b>  | <b>1 806 660,05</b> |
| 41   | Opérations patrimoniales                        | 75 543,02             |                    | 75 543,02           |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>   |   | <b>75 543,02</b>      |                    | <b>75 543,02</b>    |
| <b>Total des dépenses d'investissement</b>           |   | <b>1 437 731,34</b>   | <b>444 471,73</b>  | <b>1 882 203,07</b> |
| 13   | Subventions d'investissement reçues             | 655 501,11            | -380 901,11        | 274 600,00          |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées                   | 372 954,42            |                    | 372 954,42          |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>               |   | <b>1 028 455,53</b>   | <b>-380 901,11</b> | <b>647 554,42</b>   |
| 10   | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 74 700,13             |                    | 74 700,13           |
| 27   | Autres immobilisations financières              | 7 373,55              |                    | 7 373,55            |
| <b>Total des recettes financières</b>                |   | <b>82 073,68</b>      |                    | <b>82 073,68</b>    |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b>   |   | <b>1 110 529,21</b>   | <b>-380 901,11</b> | <b>729 628,10</b>   |
| 21   | Virement de la section de fonctionnement        | 157 496,49            | -105 666,37        | 51 830,12           |
| 40   | Opération d'ordre de transfert entre sections   | 49 867,81             |                    | 49 867,81           |
| 41   | Opérations patrimoniales                        | 75 543,02             |                    | 75 543,02           |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>   |   | <b>282 907,32</b>     | <b>-105 666,37</b> | <b>177 240,95</b>   |
| R001   | Solde d'exécution reporté                       | 44 294,81             |                    | 44 294,81           |
| <b>Total des recettes d'investissement cumulées</b>  |   | <b>1 437 731,34</b>   | <b>-486 567,48</b> | <b>951 163,86</b>   |

Source : CRC d'après BP 2025

Après rectification, la section de fonctionnement ne peut être équilibrée que par une diminution du virement à la section d'investissement de 105 666,37 €. La section d'investissement du budget principal n'est plus équilibrée (résultat prévisionnel négatif de 982 869,33 €).

S'agissant par ailleurs de l'obligation faite à la commune de couvrir le remboursement en capital de l'emprunt par des ressources propres, la chambre observe que le montant des ressources propres du budget principal votées en 2025, après rectification pour rétablir la sincérité des comptes, ne couvre pas l'annuité en capital de la dette (non-respect du « petit équilibre » prévu à l'article L.1612-4 du CGCT précité).

**Tableau n° 4 : Vérification du petit équilibre pour le budget principal, après rectification  
et avant mesures de redressement**

| <i>Montant de la dette en capital à couvrir par des ressources propres en application de l'article L. 1612-4 CGCT</i> |                | <b>Ressources propres destinées à couvrir l'annuité de la dette en capital</b> |                   |
|---|----------------|--|-------------------|
| <b>Compte</b>   | <b>Montant</b> | <b>Compte</b>  | <b>Montant</b>    |
| 1641 - remboursement d'emprunt  | 224 775,99     | 001 - solde d'investissement N-1   | 44 294,81         |
|   |                | restes à réaliser N-1  | -44 94,81         |
|   |                | R 10222 - FCTVA  | 68 700,13         |
|   |                | R 10226 - Taxe d'aménagement   | 6 000,00          |
|   |                | R 27 _ autres immobilisations financières                                      | 7 373,55          |
|   |                | 021 - virement de la section d'investissement                                  | 51 830,12         |
|   |                | 040 - opérations d'ordre entre sections  | 49 867,81         |
| <i>Total</i>  | 224 775,99     | Total  | 183 771,61        |
| <b>Solde</b>  |                |  | <b>-41 004,38</b> |

Source : CRC, d'après budget primitif 2024

### 3.2. Sur l'équilibre réel du budget primitif annexe 2025

Le budget annexe commerces présente une erreur de report. Est reporté en D 001 le déficit de la section d'investissement de l'exercice 2024 soit – 21 276,28 € au lieu du déficit cumulé soit – 4 195,26 €. Le résultat de fonctionnement 2024 soit 42 455,08 € a été reporté au 1068 résultat de fonctionnement capitalisé.

Le budget a été voté en équilibre apparent par section.

Il n'est pas proposé de modifications, les crédits correspondent aux dépenses prévisibles et les loyers sont correctement estimés en recettes de fonctionnement.

Le report du déficit de la section d'investissement de l'exercice 2024 doit donc être modifié, puisque est inscrit au D 001 le déficit d'investissement de – 21 276,28 € au lieu du déficit cumulé de - 4 195,26 €.

Doit être également ajouté le remboursement par le budget général du produit de l'assurance lié à des dégradations de 7 334,12 € (voir plus haut) qui conduit à augmenter le virement à la section d'investissement.

Tableau n° 5 : Budget annexe 2025 après rétablissement de la sincérité des dépenses et des recettes

| Chap.  | Intitulé  | BP 2025 y compris RAR | Correction        | BP 2025 rectifié |
|--|---|-----------------------|-------------------|------------------|
| 11   | Charges à caractère général                     | 4 000,00              |                   | 4 000,00         |
| 12   | Charges de personnel et frais assimilés         |                       |                   | 0,00             |
| 14   | Atténuation de produits                         |                       |                   | 0,00             |
| 65   | Autres charges de gestion courante              | 2 000,00              |                   | 2 000,00         |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>        |   | <b>6 000,00</b>       | <b>0,00</b>       | <b>6 000,00</b>  |
| 66   | Charges financières                             | 7 500,00              |                   | 7 500,00         |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>  |   | <b>13 500,00</b>      | <b>0,00</b>       | <b>13 500,00</b> |
| 23   | Virement à la section d'investissement          | 41 500,00             | 7 332,14          | 48 832,14        |
| <b>42</b>  | <b>Opérations de transfert entre sections</b>   |                       |                   |                  |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>  |   | <b>41 500,00</b>      | <b>7 332,14</b>   | <b>48 832,14</b> |
| D 002  | Résultat reporté                                | 0,00                  |                   | 0,00             |
| <b>Total des dépenses de fonctionnement cumulées</b> |   | <b>55 000,00</b>      | <b>7 332,14</b>   | <b>62 332,14</b> |
| 13   | Atténuations de charges                         |                       | 7 332,14          | 7 332,14         |
| 70   | Produits des services, du domaine et ventes     | 55 000,00             |                   | 55 000,00        |
| 73   | Impôts et taxes (sauf 731)                      |                       |                   | 0,00             |
| 731  | Fiscalité locale                                |                       |                   | 0,00             |
| 74   | Dotations et participations                     |                       |                   | 0,00             |
| 75   | Autres produits de gestion courante             |                       |                   | 0,00             |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>        |   | <b>55 000,00</b>      | <b>7 332,14</b>   | <b>62 332,14</b> |
| 76   | Produits financiers                             |                       |                   | 0,00             |
| 77   | Produits spécifiques                            |                       |                   | 0,00             |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>  |   | <b>55 000,00</b>      | <b>7 332,14</b>   | <b>62 332,14</b> |
| <b>Total des recettes de fonctionnement cumulées</b> |   | <b>55 000,00</b>      | <b>7 332,14</b>   | <b>62 332,14</b> |
| 20   | Immobilisations incorporelles                   |                       |                   | 0,00             |
| 204  | Subventions d'équipement versées                |                       |                   | 0,00             |
| 21-23  | Immobilisations corporelles et en cours         | 7 678,80              |                   | 7 678,80         |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>               |   | <b>7 678,80</b>       | <b>0,00</b>       | <b>7 678,80</b>  |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées                   | 55 000,00             |                   | 55 000,00        |
| <b>Total des dépenses financières</b>                |   | <b>55 000,00</b>      | <b>0,00</b>       | <b>55 000,00</b> |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>   |   | <b>62 678,80</b>      | <b>0,00</b>       | <b>62 678,80</b> |
| 41   | Opérations patrimoniales                        |                       |                   | 0,00             |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>   |   | <b>0,00</b>           |                   | <b>0,00</b>      |
| D001   | Déficit d'exécution reporté                     | 21 276,28             | -17 081,02        | 4 195,26         |
| <b>Total des dépenses d'investissement</b>           |   | <b>83 955,28</b>      | <b>-17 081,02</b> | <b>66 874,06</b> |
| 13   | Subventions d'investissement reçues             |                       |                   | 0,00             |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées                   |                       |                   | 0,00             |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>               |   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>      |
| 10   | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) |                       |                   | 0,00             |
| 1068   | Excédent de fonctionnement capitalisé           | 42 455,08             |                   | 42 455,08        |
| 27   | Autres immobilisations financières              |                       |                   | 0,00             |
| <b>Total des recettes financières</b>                |   | <b>42 455,08</b>      |                   | <b>42 455,08</b> |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b>   |   | <b>42 455,08</b>      | <b>0,00</b>       | <b>42 455,08</b> |
| 21   | Virement de la section de fonctionnement        | 41 500,00             | 7 332,14          | 48 832,14        |
| 40   | Opération d'ordre de transfert entre sections   |                       |                   | 0,00             |
| 41   | Opérations patrimoniales                        |                       |                   | 0,00             |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>   |   | <b>41 500,00</b>      | <b>7 332,14</b>   | <b>48 832,14</b> |
| R001   | Solde d'exécution reporté                       |                       |                   | 0,00             |
| <b>Total des recettes d'investissement cumulées</b>  |   | <b>83 955,08</b>      | <b>7 332,14</b>   | <b>91 287,22</b> |

Après rectification, la section de fonctionnement assure un virement à la section d'investissement de 48 832,14 €. La section d'investissement du budget principal est équilibrée (en suréquilibre)

Le montant des ressources propres du budget annexe votées en 2025, après rectification pour rétablir la sincérité des comptes, couvre l'annuité en capital de la dette (respect du « petit équilibre » prévu à l'article L. 1612-4 du CGCT précité).

**Tableau n° 6 : Vérification du petit équilibre pour le budget annexe, après rectification et avant mesures de redressement**

| <i>Montant de la dette en capital à couvrir par des ressources propres en application de l'article L. 1612-4 CGCT</i> |                  | <i>Ressources propres destinées à couvrir l'annuité de la dette en capital</i> |                  |
|---|------------------|--|------------------|
| <i>Compte</i>   | <i>Montant</i>   | <i>Compte</i>  | <i>Montant</i>   |
| <i>1641 - remboursement d'emprunt</i>   | 55 000,00        | 001 - solde d'investissement N-1   | -4 195,26        |
|   |                  | 1068 – résultat de fonctionnement capitalisé                                   | 42 455,08        |
|   |                  | 021 - virement de la section d'investissement                                  | 48 832,14        |
| <b>Total</b>  | <b>55 000,00</b> | <b>Total</b>   | <b>87 091,96</b> |
| <b>Solde</b>  |                  |  | <b>32 091,96</b> |

### 3.3. Conclusion sur l'équilibre du budget primitif 2025

Après rétablissement de la sincérité des recettes et des dépenses, l'équilibre du budget principal prévisionnel 2025 ne peut être assuré par ces seules mesures (équilibre entre les recettes et les dépenses non assuré et non couverture des annuités d'emprunt en capital par les ressources propres pour le budget principal).

S'agissant du budget annexe, son équilibre est provisoirement assuré par un résultat antérieur qui se réduit cependant chaque année. Les recettes annuelles de loyers ne couvrant pas l'ensemble des dépenses de l'année (charges et annuité de l'emprunt). Cette situation doit conduire instamment la collectivité à rectifier la trajectoire de ce budget annexe, pour l'heure équilibré, par des recettes nouvelles notamment. Ce budget annexe, à défaut, qui à défaut deviendra structurellement déficitaire dès 2027.

Après rectification pour rétablir la sincérité des comptes, le montant des ressources propres du budget consolidé 2025 ne couvre pas l'annuité en capital de la dette (respect du « petit équilibre » prévu à l'article L. 1612-4 du CGCT précité). L'équilibre des budgets consolidés 2025 n'est donc pas assuré et conduit la chambre à proposer des mesures de redressement.

**Tableau n° 7 : Vérification du petit équilibre pour le budget consolidé, après rectification et avant mesures de redressement**

| <i>Montant de la dette en capital à couvrir par des ressources propres en application de l'article L. 1612-4 CGCT</i> |                | <i>Ressources propres destinées à couvrir l'annuité de la dette en capital</i> |                  |
|---|----------------|--|------------------|
| <i>Compte</i>   | <i>Montant</i> | <i>Compte</i>  | <i>Montant</i>   |
| 1641 - remboursement d'emprunt  | 279 775,99     | 001 - solde d'investissement N-1   | 40 099,55        |
|   |                | Restes à réaliser N-1  | -44 294,81       |
|   |                | R 10222 - FCTVA  | 68 700,13        |
|   |                | R 10226 - Taxe d'aménagement   | 6 000,00         |
|   |                | R 27 _ autres immobilisations financières                                      | 7 373,55         |
|   |                | 1068 – résultat de fonctionnement capitalisé                                   | 42 455,08        |
|   |                | 021 - virement de la section d'investissement                                  | 100662,26        |
|   |                | 040 - opérations d'ordre entre sections  | 49 867,81        |
| <i>Total</i>  | 279 775,99     | <i>Total</i>   | 270 863,57       |
| <b>Solde</b>  |                |  | <b>-8 912,42</b> |

#### 4. PROPOSITIONS DE MESURES DESTINÉES AU RÉTABLISSEMENT DE L'ÉQUILIBRE

##### 4.1. Les mesures de redressement proposées au budget principal pour 2025

Après échanges avec la commune, il est proposé en fonctionnement, outre les mesures de sincérité évoquées plus haut :

- de réduire les dépenses, de 30 000 € des charges de personnel (chapitre 012).

En dépenses d'investissement, il est proposé une diminution des crédits inscrits de 567 171,35 € hors RAR, correspondant

- le déficit d'investissement observé provient de la nécessité d'inscrire la totalité de l'opération de rénovation de l'église en l'absence d'autorisations de programmes pluriannuelles déclinées en crédits de paiement chaque année. Aussi la chambre préconise-t-elle à la commune de créer dès 2025 une autorisation de programme dédiée à la rénovation de l'église.
- En découle un retrait des nouveaux crédits relatifs à l'opération de rénovation de l'église (391 168,94 €) (chapitre 23). Ce retrait des crédits sera rendu possible par la création de l'autorisation de programme précitée et de crédits de paiement (AP/CP) lissant les nouveaux crédits de l'opération en 2026 et potentiellement en 2027.
- De l'ajout de 3 894 € de crédits reportés pour les missions SPS et de contrôle technique relatives à l'opération de rénovation de l'église (chapitre 20)
- S'agissant des autres opérations, il est proposé de supprimer les crédits suivants sur les chapitres 21 et 23.

- Matériel divers (84) : -1 000 €
- Ecoles (85) : -40 902,75 €
- Travaux de voirie (125) : - 11 854,04 €
- Bibliothèque (134) : - 5 000 €
- Aménagement du bourg (151) : - 52 505,70 €
- Vidéo surveillance (155) : - 68 093,92 €
- Et -540 € de divers

En recette d'investissement, les mesures suivantes sont proposées

- Le montant de l'annuité en capital prévue à 224 000 € peut être réduite à hauteur de 210 000 € selon le tableau d'amortissement transmis par la commune,
- une réduction de l'emprunt nécessaire à l'équilibre de la section (- 22 352,35 €) ;

Après redressement, les sections sont équilibrées, le budget principal présente un résultat prévisionnel de 79 983,12€ en fonctionnement et de – 79 983,12 € en investissement (cf tableau n°8 ci-dessous).

Tableau n° 8 : Budget principal 2025 après mesures de redressement des dépenses et des recettes

|  | BP 2025             | Total corrections        | Proposition 2025        |
|--|---------------------|--------------------------|-------------------------|
| <b>Dépenses</b>                                | <b>2 145 267,23</b> | <b>- 99 176,23</b>       | <b>2 046 091,00</b>     |
| Charges à caractère général                    | 682 700,00          | -                        | 682 700,00              |
| Charges de personnel, frais assimilés          | 953 200,00          | - 30 000,00              | 923 200,00              |
| Atténuation de produits                        | -                   | 7 332,14                 | 7 332,14                |
| Autres charges de gestion courante (sauf 656)  | 216 660,00          | 1 005,00                 | 217 665,00              |
| Fonctionnement groupes d'élus                  | -                   | -                        | -                       |
| Opérations financières                         | 50 000,00           | -                        | 50 000,00               |
| <b>Virement à la Sect. Inv</b>                 | <b>157 496,49</b>   | <b>- 77 513,37</b>       | <b>79 983,12</b>        |
| Opérations d'Ordre                             | 49 867,81           | -                        | 49 867,81               |
| <b>Résultat Reporté</b>                        | <b>35 342,93</b>    | <b>-</b>                 | <b>35 342,93</b>        |
| <b>Recettes</b>                                | <b>2 145 267,23</b> | <b>- 97 329,23</b>       | <b>2 046 091,00</b>     |
| Atténuations de charges                        | 60 000,00           | - 10 000,00              | 50 000,00               |
| Produits des services, du domaine et ventes... | 184 200,00          | 9 751,00                 | 193 951,00              |
| Impôts et taxes                                | 970 925,00          | 4 533,00                 | 975 458,00              |
| Dotations et participations                    | 836 442,23          | - 101 613,23             | 734 829,00              |
| Autres produits de gestion courante            | 87 900,00           | -                        | 86 053,00               |
| Opérations financières                         | 5 800,00            | -                        | 5 800,00                |
| Opérations d'Ordre                             | -                   | -                        | -                       |
| <b>Résultat Reporté</b>                        | <b>-</b>            | <b>-</b>                 | <b>-</b>                |
| <b>Investissement</b>                          | <b>BP 2025</b>      | <b>Total corrections</b> | <b>Proposition 2025</b> |
| <b>Dépenses</b>                                | <b>1 437 731,34</b> | <b>- 480 766,83</b>      | <b>956 964,51</b>       |
| Opérations d'équipement                        | 729 149,65          | - 567 171,35             | 161 978,30              |
| Remboursement du capital d'emprunt             | 224 775,99          | - 14 775,99              | 210 000,00              |
| Autres dépenses financières                    | -                   | -                        | -                       |
| Opérations d'ordre                             | 75 543,02           | -                        | 75 543,02               |
| <b>Résultat Reporté (D001)</b>                 | <b>-</b>            | <b>-</b>                 | <b>-</b>                |
| <b>+RAR dépenses</b>                           | <b>408 262,68</b>   | <b>101 180,51</b>        | <b>509 443,19</b>       |
| <b>Recettes</b>                                | <b>1 437 731,34</b> | <b>- 480 766,83</b>      | <b>960 892,98</b>       |
| Subventions                                    | 544 901,11          | - 380 901,11             | 164 000,00              |
| Emprunts                                       | 372 954,42          | - 22 352,35 €            | 350 602,07              |
| Autres recettes d'équipement                   | -                   | -                        | -                       |
| Excédent de fonct. Capitalisé (1068)           | -                   | -                        | -                       |
| Dotations et opérations financières            | 82 073,68           | -                        | 82 073,68               |
| Virement de la Sect. Inv                       | 157 496,49          | - 77 513,37              | 79 983,12               |
| Opérations d'ordre                             | 125 410,83          | -                        | 125 410,83              |
| <b>Résultat Reporté (R001)</b>                 | <b>44 294,81</b>    | <b>-</b>                 | <b>44 294,81</b>        |
| <b>RAR Recettes</b>                            | <b>110 600,00</b>   | <b>-</b>                 | <b>110 600,00</b>       |
| Résultat prévisionnel de fonctionnement        | 157 496,49          |                          | 79 983,12               |
| Résultat prévisionnel d'investissement         | - 157 496,49        |                          | - 79 983,12             |
| <b>Résultat Global prévisionnel</b>            | <b>0,00</b>         | <b>-</b>                 | <b>0,00</b>             |

Les mesures ainsi proposées par la chambre pour 2025 permettent de rétablir l'équilibre du budget principal 2025 ; cet équilibre est toutefois précaire et devra être consolidé par des mesures en 2026 voire en 2027 : est notamment concernée l'achèvement de la rénovation de l'église, qu'il n'est pas possible d'équilibrer budgétairement en 2025.

Tableau n° 9 : Calcul du petit équilibre Budget principal 2025 redressé

| <i>Montant de la dette en capital à couvrir par des ressources propres en application de l'article L. 1612-4 CGCT</i> |                   | <b>Ressources propres destinées à couvrir l'annuité de la dette en capital</b> |                   |
|---|-------------------|--|-------------------|
| <b>Compte</b>   | <b>Montant</b>    | <b>Compte</b>  | <b>Montant</b>    |
| 1641 - remboursement d'emprunt  | 210 000,00        | 001 - solde d'investissement N-1   | 44 294,81         |
|   |                   | restes à réaliser N-1  | -44 294,81        |
|   |                   | R 10222 - FCTVA  | 68 700,13         |
|   |                   | R 10226 - Taxe d'aménagement   | 6 000,00          |
|   |                   | R 27 _ autres immobilisations financières                                      | 7 373,55          |
|   |                   | 021 - virement de la section d'investissement                                  | 79 983,12         |
|   |                   | 040 - opérations d'ordre entre sections  | 49 867,81         |
| <b>Total</b>  | <b>210 000,00</b> | <b>Total</b>   | <b>211 924,61</b> |
| <b>Solde</b>  |                   |  | <b>1 924,61</b>   |

Source : CRC d'après BP 2025 rectifié

#### 4.2. Les mesures de redressement proposées au budget principal en 2026

Compte tenu de l'insuffisance des mesures proposées en 2025 pour assurer un équilibre durable du budget principal, la chambre fait des propositions complémentaires portant sur l'exercice budgétaire 2026 dans la mesure où ces propositions ne pourraient pas être réalisées en 2025. Elles ont également fait l'objet d'un échange avec la commune :

En fonctionnement :

- Réduction 70 000 € des charges à caractère général (Ch. 011) portant notamment sur les contrats de prestations d'entretien des espaces verts et de location de matériels.
- Réduction de 40 000 € sur les charges de personnel (Ch.012) notamment par un départ à la retraite et le moindre remplacement de personnels absents
- En recette de fonctionnement, une marge de manœuvre existe sur la fiscalité (chapitre 73), et notamment la fiscalité du foncier bâti dont le taux reste inférieur de 2 points à la moyenne de la strate<sup>3</sup>, même après l'augmentation votée en mars 2025<sup>4</sup>. Une augmentation de 3 % porterait le taux à 35,81 % et rapporterait 22 380 € (29 263 € avec une revalorisation forfaitaire des bases de 1 %). Cette évolution serait à envisager en 2026 à l'occasion des votes des taux de fiscalité locale.

En investissement

- La commune pourrait inscrire tout ou partie du solde de l'opération de rénovation de l'église (730 566,66 €) en plus de la subvention d'équipement versée à l'agglomération à hauteur de 17 119 €
- L'inscription de tout ou partie des crédits de la rénovation de l'église ne sont toutefois envisageables que si les subventions attendues sont obtenues (250 014,99 €)

<sup>3</sup> 34,76 % contre 35,75%

<sup>4</sup> Délibération du 31 mars 2025 : augmentation de 3% des taxes foncières du bâti et non bâti, ainsi que de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

- Ces investissements nécessiteront par ailleurs de contracter un emprunt supplémentaire.
- Compte tenu de ces mesures proposées pour 2026, la chambre a fait l'exercice d'établir un budget équilibré en 2026, présenté en annexe du présent avis.

### PAR CES MOTIFS,

1. **DECLARE** recevable la saisine du préfet de Loire-Atlantique au titre de l'article L. 1612-14, alinéa 1, du code général des collectivités territoriales, concernant le compte administratif de 2023 de la commune de Saint-Hilaire de Chaléons ;
2. **CONSTATE**, qu'après correction des restes à réaliser, le compte administratif 2024 présente un déficit global de 351 631,49 €, égal à 17,19 % des recettes de fonctionnement ;
3. **CONSTATE** que le déficit apparent du compte administratif 2024 du budget principal est repris au budget primitif pour 2025 ;
4. **CONSTATE** que le déficit du compte administratif 2024 du budget annexe commerces est repris pour le montant du déficit de la section d'investissement de l'exercice 2024 soit -21 276,28 au lieu du déficit cumulé soit - 4 195,26 ;
5. **CONSTATE** qu'après rétablissement de la sincérité des dépenses et des recettes, le budget primitif 2025 est en déséquilibre ;
6. **CONSTATE** que l'opération de rénovation de l'église ne peut être budgétairement équilibrée sur la seule année 2025 ; qu'elle doit être répartie sur deux années au moins, 2025 et 2026 ;
7. **PROPOSE** à la commune de Saint-Hilaire de Chaléons les mesures de redressement présentées dans le présent avis, lesquelles seront à appliquer dès l'exercice 2025
8. **RAPPELLE** que le conseil municipal doit être tenu informé, dès sa plus proche réunion, du présent avis, conformément aux dispositions de l'article L. 1612-19 du code général des collectivités territoriales. En application du 2<sup>nd</sup> alinéa du même article, l'avis fera l'objet d'une publicité immédiate sans attendre la réunion de l'assemblée délibérante.
9. **RAPPELLE** que les décisions modificatives de l'exercice en cours seront transmises pour information par le préfet à la chambre régionale des comptes ;
10. **RAPPELLE** que le budget primitif 2026 et le compte administratif 2025 seront transmis à la chambre régionale des comptes par le préfet en application du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L. 1612-14 du code général des collectivités territoriales ;
11. **DIT** que le présent avis sera notifié au préfet de Loire-Atlantique, à la maire et à la comptable de la commune de Saint-Hilaire de Chaléons ;

**Fait et délibéré en la chambre régionale des comptes des Pays de la Loire en séance plénière,  
le onze juin deux mille vingt-cinq.**

Présents : M. Dominique Joubert, président de séance, président de section, M. Régis Roget, premier conseiller, rapporteur, Mme Marie Pallier, première conseillère, M. Frédéric Bail, premier conseiller et M. François Fontaine, conseiller.

Signé :

Dominique Joubert, président de section, président de séance

Régis Roget, rapporteur

Collationné, certifié conforme à la minute étant au greffe de la chambre régionale des comptes Pays de la Loire et délivré par moi, secrétaire général.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'G. Guéguen', written in a cursive style.

Gérard Guéguen

**Annexe unique : Budget principal 2026 après mesures de redressement des dépenses  
et des recettes**

|   | Proposition 2025    | Proposition 2026    |
|---|---------------------|---------------------|
| <b>Fonctionnement</b>                                 |                     |                     |
| <b>Dépenses</b>                                       | <b>2 046 091,00</b> | <b>2 075 354,74</b> |
| <i>Charges à caractère général</i>                    | 682 700,00          | 612 700,00          |
| <i>Charges de personnel, frais assimilés</i>          | 923 200,00          | 883 200,00          |
| <i>Atténuation de produits</i>                        | 7 332,14            | -                   |
| <i>Autres charges de gestion courante (sauf 656)</i>  | 217 665,00          | 217 665,00          |
| <i>Fonctionnement groupes d'élus</i>                  | -                   | -                   |
| <i>Opérations financières</i>                         | 50 000,00           | 50 000,00           |
| <b>Virement à la Sect. Inv</b>                        | <b>79 983,12</b>    | <b>261 921,93</b>   |
| <i>Opérations d'ordre</i>                             | 49 867,81           | 49 867,81           |
| <b>Résultat reporté</b>                               | <b>35 342,93</b>    | -                   |
|   |                     |                     |
| <b>Recettes</b>                                       | <b>2 046 091,00</b> | <b>2 075 354,74</b> |
| <i>Atténuations de charges</i>                        | 50 000,00           | 50 000,00           |
| <i>Produits des services, du domaine et ventes...</i> | 193 951,00          | 193 951,00          |
| <i>Impôts et taxes</i>                                | 975 458,00          | 1 004 721,74        |
| <i>Dotations et participations</i>                    | 734 829,00          | 734 829,00          |
| <i>Autres produits de gestion courante</i>            | 86 053,00           | 86 053,00           |
| <i>Opérations financières</i>                         | 5 800,00            | 5 800,00            |
| <i>Opérations d'ordre</i>                             | -                   | -                   |
| <b>Résultat reporté</b>                               | -                   | -                   |
|   |                     |                     |
| <b>Investissement</b>                                 | Proposition 2025    | Proposition 2026    |
| <b>Dépenses ( dont RAR)</b>                           | <b>956 964,51</b>   | <b>1 128 211,30</b> |
| <i>Opérations d'équipement</i>                        | 161 978,30          | 747 685,96          |
| <i>Remboursement du capital d'emprunt</i>             | 210 000,00          | 225 000,00          |
| <i>Autres dépenses financières</i>                    | -                   | -                   |
| <i>Opérations d'ordre</i>                             | 75 543,02           | 75 543,02           |
| <b>Résultat reporté (d001)</b>                        | -                   | <b>79 982,32</b>    |
| <i>RAR dépenses</i>                                   | 509 443,19          | -                   |
|   |                     |                     |
| <b>Recettes ( dont RAR)</b>                           | <b>956 964,51</b>   | <b>1 128 211,30</b> |
| <i>Subventions</i>                                    | 164 000,00          | 250 014,99          |
| <i>Emprunts</i>                                       | 350 602,07          | 328 806,75          |
| <i>Autres recettes d'équipement</i>                   | -                   | -                   |
| <i>Excédent de fonct. Capitalisé ( 1068)</i>          | -                   | 79 983,12           |
| <i>Dotations et opérations financières</i>            | 82 073,68           | 82 073,68           |
| <i>Virement de la Sect. Inv</i>                       | 79 983,12           | 261 921,93          |
| <i>Opérations d'ordre</i>                             | 125 410,83          | 125 410,83          |
| <b>Résultat reporté (r001)</b>                        | <b>44 294,81</b>    | -                   |
| <i>Rar recettes</i>                                   | 110 600,00          | -                   |
|   |                     |                     |
| <i>Résultat prévisionnel de fonctionnement</i>        | 79 983,12           | 261 921,93          |
| <i>Résultat prévisionnel d'investissement</i>         | - 79 983,12         | - 261 921,93        |

## Calcul du petit équilibre Budget principal 2026 redressé

| <i>Montant de la dette en capital à couvrir par des ressources propres en application de l'article L. 1612-4 CGCT</i> |                | <b>Ressources propres destinées à couvrir l'annuité de la dette en capital</b> |                   |
|---|----------------|--|-------------------|
| <b>Compte</b>   | <b>Montant</b> | <b>Compte</b>  | <b>Montant</b>    |
| 1641 - remboursement d'emprunt  |                | 001 - solde d'investissement N-1   | -79 982,32        |
|   | 225 000,00     | restes à réaliser N-1  | 0,00              |
|   |                | R 1022 - FCTVA-Taxe Aménagement  | 74 700,13         |
|   |                | R 27 _ autres immobilisations financières                                      | 7 373,55          |
|   |                | 021 - virement de la section d'investissement                                  | 261 921,93        |
|   |                | 040 - opérations d'ordre entre sections  | 49 867,81         |
| <i>Total</i>  | 225 000,00     | <b>Total</b>   | <b>313 881,10</b> |
| <i>Solde</i>  |                |  | <b>88 881,10</b>  |